

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
18 octobre 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 18 octobre 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint des informations sur l'attaque dont la République du Rwanda est menacée de la part des milices Interhamwe et des ex-FAR, car elles sont envoyées en renfort par le Gouvernement de la République démocratique du Congo pour appuyer ses unités dans les combats qui se déroulent le long de la frontière orientale de ce pays avec le Rwanda (voir l'annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Anastase **Gasana**



**Annexe de la lettre datée du 18 octobre 2002, adressée au
Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le 17 octobre 2002

Le Gouvernement de la République du Rwanda a appris avec une profonde inquiétude que les ex-FAR et les Interahamwe qui étaient censées être cantonnées à Kamina ont maintenant été dépêchées, lourdement armées par le Gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC), par ses soins, vers l'est de ce pays pour rejoindre les unités qui assiègent déjà la ville de Bukavu. En outre, d'autres unités d'Interahamwe, auparavant postées à Likasi, au Katanga, sont actuellement envoyées en renfort dans l'est de la RDC.

Ces mouvements confirment une fois encore que le Gouvernement de Kinshasa est résolu à attiser les flammes de la violence dans la région des Grands Lacs en se servant des Interahamwe et des ex-FAR, en violation flagrante des accords de Lusaka et de Pretoria.

Cette tactique constante du gouvernement de Kinshasa, qui persiste à s'abriter derrière les forces terroristes (ex-FAR, Interahamwe, Maï Maï, FDD, ALIR et autres) pour déstabiliser toute la région des Grands Lacs, devrait être reconnue pour ce qu'elle est et condamnée sans équivoque.

Le Gouvernement de la République du Rwanda tient à redire qu'il est atterré par l'absence de réaction appropriée de la communauté internationale devant ce renversement du processus de paix dans la région. À l'évidence, il y a tout simplement là une conspiration du silence.

Le Gouvernement rwandais se réserve le droit de défendre le pays contre ces forces génocidaires et appelle les tierces parties à assumer leurs responsabilités afin de conjurer la crise.
